



Document d'information de l'Afrobaromètre N° 113

LA CRISE AU MALI : ATTITUDES POPULAIRES AMBIVALENTES SUR LA VOIE À SUIVRE

par Massa Coulibaly et Michael Bratton

Février 2013

Le Mali est confronté à une crise politique aux multiples facettes. Un coup d'État militaire a sérieusement entravé l'évolution du pays vers la démocratie et une escalade du conflit armé a ébranlé la souveraineté de l'État.

Ce document d'information évalue les attitudes du public vis-à-vis de la démocratie et de la gouvernance au Mali à un moment difficile de l'histoire du pays. Le défi du rétablissement d'un gouvernement efficace et responsable nécessitera une direction visionnaire nationale. Mais cela ne pourra se faire sans des citoyens exigeant que le pays ne revienne sur la voie du développement politique durable. Il est donc important de s'informer sur l'opinion des Maliens sur les causes et la situation de la crise politique de leur pays – et les solutions possibles.

Une enquête de l'Afrobaromètre conduite au Mali fin 2012 dévoile l'humeur inquiète et ambivalente de l'électorat. Une grande majorité pense que le pays va dans la mauvaise direction. Ils attribuent cette évolution défavorable principalement à l'incompétence des politiciens civils et à la fragilité des institutions de l'État. Ils sont partagés sur le meilleur moyen de mettre fin à l'insurrection armée : la guerre ou les négociations. Dans cette recherche de solutions, les Maliens expriment une perte de confiance dans la démocratie, ainsi qu'une grande (mais en diminution) confiance dans l'armée. Cependant, signe de résilience démocratique, une grande majorité des Maliens continue de croire que les élections restent le meilleur moyen de reconstituer un gouvernement.

L'enquête

Projet de recherche basé sur des enquêtes comparatives et indépendantes dirigées par des Africains, l'Afrobaromètre rapporte l'opinion publique sur les questions de démocratie et de gouvernance dans 35 pays africains. Le projet s'appuie sur des échantillons nationaux aléatoires représentatifs de la population adulte dans chaque pays. Les participants à l'enquête répondent en personne et dans la langue de leur choix aux questions posées par des recenseurs formés. Les données sont pondérées afin de représenter de manière égale chaque sondé et chaque pays.

Trois éléments doivent être pris en compte en ce qui concerne l'enquête du Round 5 réalisée par l'Afrobaromètre au Mali :

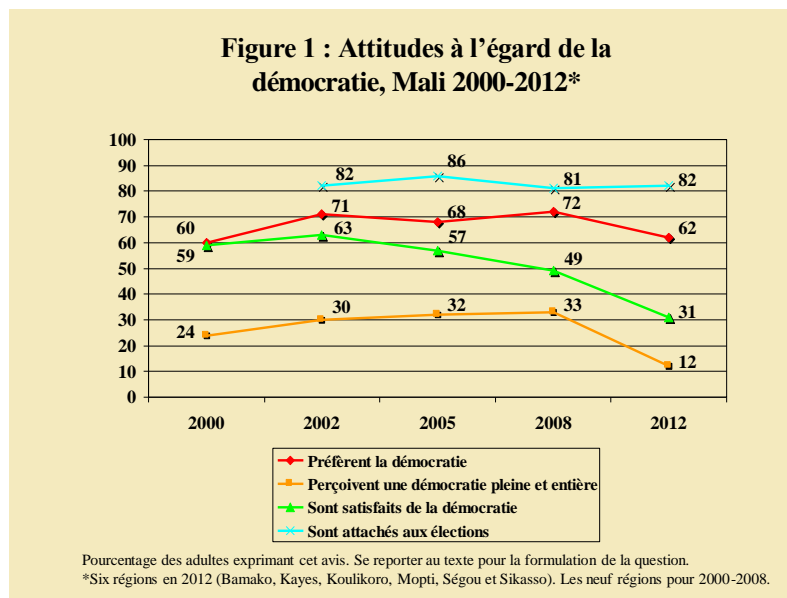
(a) Les réponses ont été recueillies entre le 16 et le 31 décembre 2012. L'enquête fait donc suite au coup d'État militaire (22 mars 2012), à la prise du nord du Mali par les insurgés (avril), à l'attaque du président civil (mai) et à l'arrestation du premier ministre (10 décembre 2012). Mais elle précède l'avancée militaire des combattants jihadistes sur Konna et Diabaly, ainsi que l'intervention dirigée par les Français qui les ont repoussés (janvier 2013). Les résultats présentés ne constituent donc qu'une photo de l'opinion publique à un moment particulier d'une période tumultueuse de changements.

(b) L'échantillon a été tronqué. En raison des conflits armés dans le nord, la portée géographique de l'enquête a été limitée aux six régions méridionales du pays (Bamako, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Sikasso). Les régions de Gao, Kidal et Tombouctou, représentant plus de 50 % de la superficie du Mali, mais moins de 10 % de sa population, en sont donc exclues. De ce fait, les Touaregs et les personnes parlant Tamasheq n'ont pas été interrogés. L'échantillon est donc représentatif de la population adulte âgée de 18 ans et plus des six régions du sud.

(c) L'avantage de la méthode comparative de l'Afrobaromètre est de fournir des informations sur les attitudes politiques générales envers le régime et l'État. Les cinq enquêtes menées par l'Afrobaromètre depuis 2000 permettent aux analystes de suivre les tendances de ces attitudes au fil du temps. Mais les enquêtes illustrent moins les sources et la trajectoire des conflits civils ou le rôle des forces armées nationale ou internationale.

Les attitudes à l'égard de la démocratie

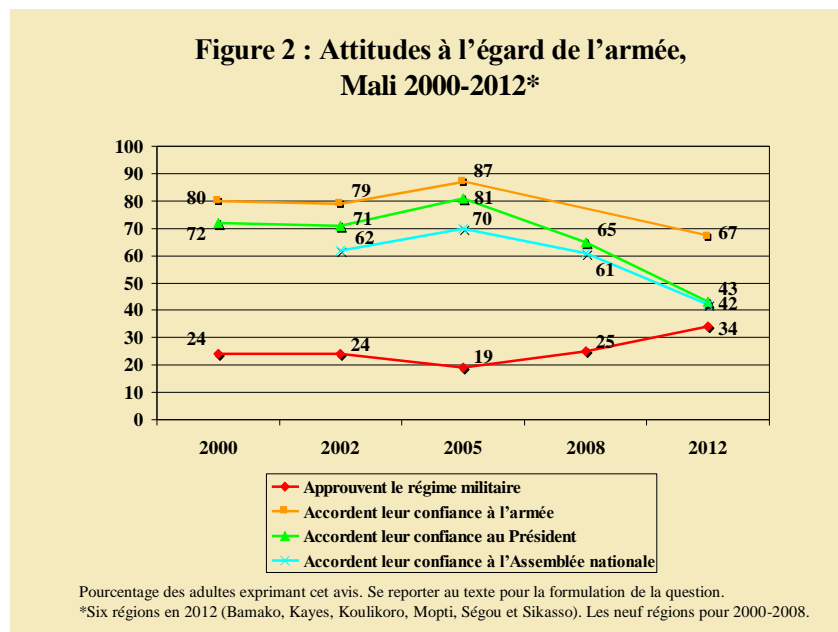
- Les Maliens sont-ils pour la démocratie ? En décembre 2012, une nette majorité (62 %) a déclaré préférer la démocratie à toute autre forme de régime politique. Mais la proportion en faveur de la démocratie est en baisse de 10 % par rapport à 2008 (figure 1).
- Dans le même temps, les Maliens reconnaissent que la construction de la démocratie est loin d'être achevée dans leur pays. Il est vrai que la proportion estimant le Mali comme étant « une démocratie pleine et entière » a constamment augmenté entre 2000 et 2008. Mais fin 2012, après le coup d'État militaire et l'effondrement partiel de l'État, seuls 12 % considéraient leur pays comme pleinement démocratique.
- Cette chute dans l'opinion publique se retrouve également dans la satisfaction populaire envers « la manière dont la démocratie fonctionne ». Après avoir culminé en 2002, cet indicateur a commencé à décliner. En 2008, avant même le coup d'État, moins de la moitié des Maliens exprimaient leur satisfaction, en partie à cause du mécontentement croissant vis-à-vis de la corruption perçue dans l'administration Amadou Toumani Touré (également appelé « ATT »). En 2012, la satisfaction envers la pratique démocratique a encore chuté à moins d'un tiers de l'électorat.



- Malgré la perte de confiance dans l'exercice de la démocratie dans leur pays, les Maliens restent attachés aux élections. En 2012, 82 % continuent à privilégier « le choix des dirigeants par des élections régulières, ouvertes et honnêtes » plutôt que par « une autre méthode ». En effet, les élections sont devenues une caractéristique institutionnalisée de la vie politique malienne, avec plus de huit sondés sur dix favorables à des élections selon toutes les enquêtes depuis 2002.

Les attitudes à l'égard de l'armée

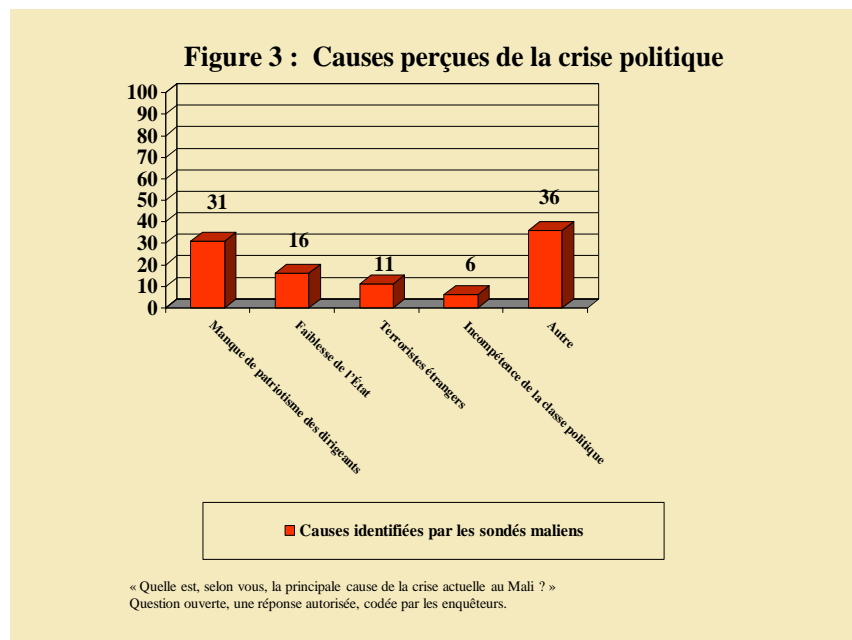
- Quels sont les sentiments des Maliens à propos du pouvoir militaire ? La majorité (58 %) rejette cette forme de gouvernement. Mais la proportion de la population adulte qui approuve un régime dans lequel « l'armée intervient pour gouverner le pays » est passée de 25 % en 2008 (avant le coup d'État) à 34 % en 2012 (après le coup d'État) (figure 2).
- Par rapport aux autres pays africains, le soutien populaire au régime militaire au Mali a toujours été élevé. En 2012, dans douze autres pays africains, seuls 11 % des électeurs ont indiqué qu'ils approuveraient un coup d'État militaire. Le niveau élevé de soutien au régime militaire au Mali surprend si l'on considère l'évidente faiblesse – sur le champ de bataille comme en gouvernance – des forces armées, dirigées par le capitaine Amadou Sanogo.
- Les Maliens ont toujours accordé une confiance considérable aux institutions militaires. Environ huit sondés sur dix ont exprimé « beaucoup de confiance » ou « une très grande confiance » envers l'armée à partir de 2000 (question non posée en 2008). Cette confiance a tout de même été quelque peu ébranlée par le coup d'État de mars 2012 car, par la suite, la confiance populaire a baissé de 20 % (à 67 % en décembre 2012). Mais deux Maliens sur trois accordent toujours leur confiance à l'armée.
- Les attitudes générales envers les politiciens civils permettent de mettre ce résultat en perspective. En décembre 2012, moins de la moitié (43 %) ont exprimé leur confiance au président civil par intérim installé après le coup d'État militaire. Une proportion tout aussi faible accorde sa confiance à l'Assemblée nationale.



- Interrogés sur : « la crise au Mali a-t-elle changé votre perception de l'armée », deux fois plus de Maliens répondent positivement (55 %) que négativement (27 %).

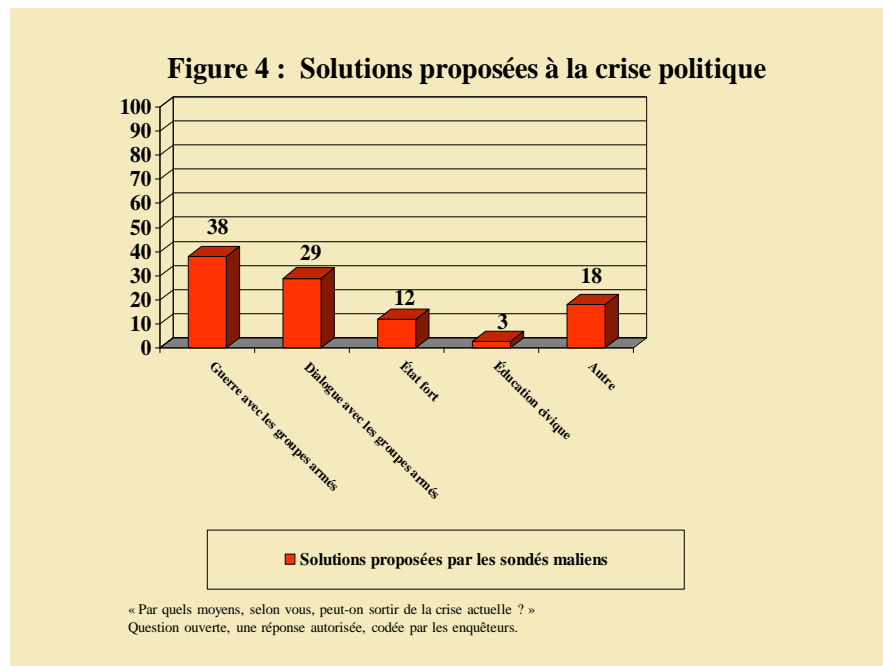
Les attitudes à l'égard de l'État

- Bien que les insurgés aient mis à mal l'intégrité territoriale du Mali, les citoyens continuent de conférer une légitimité aux institutions de l'État. L'enquête de 2012 révèle un effet de « rassemblement autour du drapeau », du moins parmi les habitants des régions méridionales du pays. Ces citoyens indiquent une plus grande volonté d'obéir aux décisions de justice, aux ordonnances de police et aux demandes de paiement de l'impôt qu'ils ne le faisaient auparavant.
- Par ailleurs, une écrasante majorité des Maliens (88 %) pense qu'« il est important d'obéir au pouvoir en place, quel que soit son choix électoral ». Ce résultat contraste avec la minorité des 11 % qui affirme qu'« il n'est pas nécessaire d'obéir aux lois d'un gouvernement pour lequel vous n'avez pas voté ».
- En attribuant les causes de la crise aux multiples facettes au Mali, les citoyens ont tendance à blâmer les politiciens (figure 3). Ils soulignent avant tout « un manque de patriotisme chez les dirigeants », suggérant peut-être que les politiciens civils sont trop complaisants lorsqu'il s'agit de défendre l'intégrité de l'État. Dans le même esprit, les sondés soulignent également « l'incompétence de la classe politique ». La deuxième réponse la plus fréquente est « la faiblesse de l'État », pouvant suggérer l'incapacité des institutions étatiques à répondre aux défis – y compris aux attaques armées – de son environnement politique. Ils ne mentionnent « les terroristes étrangers » que comme troisième cause de la crise politique.
- Parmi toutes les institutions politiques au Mali – étatiques et non étatiques – les plus faibles sont les partis politiques. Près de trois Maliens sur cinq (58 %) ne se reconnaissent pas dans un parti politique (« ne se sentent pas proches d'un parti politique »). En conséquence, le pays souffre d'un manque de demandes d'institutions qui peuvent associer les citoyens à l'État.



Quelle voie suivre ?

- Les Maliens sont préoccupés par la détresse politique de leur pays. En décembre 2012, les trois quarts (75 %) des sondés ont déclaré que leur pays s'orientait « dans la mauvaise direction ». Cette seule statistique indique que les citoyens sont conscients de la crise et recherchent le moyen d'en sortir.
- Mais les Maliens sont indécis quant à la meilleure voie à suivre. Interrogés sur les solutions à « la crise actuelle », ils expriment des opinions ambivalentes. En décembre 2012, certains (38 %) favorisaient « la guerre contre les groupes armés dans le nord », bien que, dans ce même groupe, deux fois plus privilégiaient une attaque en représailles dirigée par l'armée malienne plutôt que par la CEDEAO (aucune question ne portait sur le rôle de la France). D'autre part, 29 % préféraient « le dialogue » entre les combattants. Et 12 % souhaitaient le retour à « un État fort ». Et 3 % favorisaient l'éducation civique. Et 18 % ont répondu « autre ».



- La question connexe « Quelle est la meilleure façon de ne plus avoir un régime corrompu et incompétent ? » a recueilli des réponses plus tranchées. Près de la moitié des sondés (48 %) optent pour des élections. Et 15 % sont attachés au « respect de la Constitution ». Seulement 7 % sont favorables à un coup d'État militaire.
- Par conséquent, la majorité des Maliens exigent de nouvelles élections qui installeraient un gouvernement constitutionnellement légitime. Ils reconnaissent que la restauration d'un régime démocratique est un élément essentiel au processus de rétablissement d'un état stable et souverain.
- Les citoyens maliens vont ainsi dans le même sens que le journal *The Economist*, déclarant que « la stabilisation nécessite une élection... un scrutin équitable est aussi important que la reconquête par l'armée de la moitié nord du pays » (2 février 2013, p. 39). Cependant, dans le même temps, ils continuent de douter de la compétence et de la probité de la classe politique civile, en particulier par comparaison à l'armée, dont les dirigeants bénéficient d'un plus haut niveau de confiance.

À propos de l'Afrobaromètre

L'Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination générale du projet est assurée par le Centre pour le développement démocratique (CDD-Ghana). Au niveau régional, les principaux partenaires coordonnent les enquêtes et les autres activités : l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud (Idasa), l'Institut de recherche empirique en économie politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) à l'université de Nairobi au Kenya. L'Université d'État du Michigan et l'Université de Cape Town fournissent des services de soutien analytique et technique. Le réseau Afrobaromètre remercie vivement le Département britannique pour le développement international (DfID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (ASDI), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque mondiale et la Fondation Mo Ibrahim pour leurs généreuses contributions. Les subventions des donateurs permettent de soutenir la recherche, le renforcement des capacités et les activités externes des Rounds 5 et 6 de l'Afrobaromètre (2011-2015). Pour plus d'informations, rendez-vous à l'adresse :

www.afrobarometer.org